

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE – PR
SECRETARIAT DES RELATIONS INSTITUTIONNELLES – SRI
SECRETARIAT DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET
SOCIAL – SEDES



Conseil de Développement Économique et Social – CDES

**Le PIB reflète-il réellement la santé économique d'une nation?
Contribution du Conseil de Développement Économique et Social du Brésil
au débat de l'AICESIS sur les indicateurs de développement ¹**

Sous le gouvernement socialiste français de Lionel Jospin, en 1998, le Secrétaire d'État à l'Économie Solidaire, Guy Hascoët, avait commandité auprès d'écrivain, essayiste et philosophe français, Patrick Viveret, une analyse critique concernant les indicateurs actuels du développement économique ainsi qu'une proposition de "nouveaux facteurs de richesse". En réalité, le but recherché était le questionnement des indicateurs qui sont amplement utilisés dans les différents pays afin de mesurer le bien-être de la société. Le Conseil de Développement Économique et Social (CDES) brésilien a eu l'initiative d'organiser deux séminaires et de traduire le rapport, intitulé « **Reconsidérer la richesse** », de façon à maintenir les chercheurs et la population brésilienne informés sur un débat qui, paraphrasant l'auteur, nous pose des questions d'importance indiscutable : qu'allons-nous faire de notre planète ? Qu'allons-nous faire de notre espèce ? Qu'allons-nous faire de notre vie ? Les réponses ne se basent pas sur des indicateurs adéquats car "nos thermomètres nous informent mal" ou même déforment les réponses qui devraient nous conduire vers une société plus juste qui se développe de façon durable. Le travail développé par Patrick ouvre un espace à une discussion profonde sur les différentes visions que des analystes de divers

¹ Cette contribution du CDES brésilien s'est basée sur le rapport de Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*

domaines des sciences humaines et sociales adoptent pour évaluer la réalité et qui résultent de théories distinctes montrant la pluralité des opinions.

Bien que les différentes visions ne soient pas explicitées au cours du travail, il est évident que les divergences théoriques entre les économistes sur des thèmes actuels apparaissent, lorsque Patrick reconsidère les indicateurs de richesse et l'effet que la monnaie exerce tant dans la construction de liens économiques et sociaux entre les différents agents économiques, que dans la production de marchandises. La question du rôle de l'état et la politique économique sont à peine évoquées dans le travail de l'auteur, mais sont de certaine façon incorporées dans les trois principaux aspects qu'il aborde de façon stratégique : le débat critique sur les indicateurs de richesse, l'utilisation contreproductive qui se fait de la monnaie dans les économies modernes et la création de conditions pour une nouvelle approche de la richesse.

Indicateurs de richesse

Lorsque nous parlons de croissance économique, nous nous référons généralement à la croissance de l'activité productive mesurée par la trajectoire du produit intérieur brut (PIB) au cours du temps. Nous définissons le PIB comme la valeur monétaire totale de la production de biens et de services mis à disposition d'un pays déterminé, pour une période déterminée, en général un an. Au PIB correspond un revenu, le RIB (revenu intérieur brut) qui lui est identique en valeur. Le RIB est constitué de la somme des salaires, loyers, revenus fonciers, intérêts et des bénéfices proprement dits (incluant la provision pour le remplacement d'équipements et de machines qui se déprécient au cours du processus productif) En termes alternatifs, nous parlons également de valeur ajoutée brute qui se traduit dans la réalité par ce qui s'ajoute aux apports dans le processus productif, soit : les rendements distribués à chaque période, entre les travailleurs et les capitalistes et qui leur permettent de solder leurs engagements avec le gouvernement – ce qui se traduira en dépenses du gouvernement -, réaliser des

dépenses personnelles (consommation des familles), investir pour augmenter la capacité productive de leurs entreprises et, par conséquent, de l'économie comme un tout, ou promouvoir le remplacement de machines et équipements qui s'usent dans le processus productif (qui se déprécie, comme le disent les économistes). A ces dépenses il faut ajouter la valeur des exportations liquides (exportations moins importations de biens et de services) pour obtenir la valeur des dépenses intérieures brutes (DIB) qui en termes monétaires, est, comme le revenu intérieur brut (RIB), équivalente au PIB.

Avec tant de façons de manipuler les données pour calculer le PIB – qui dans le jargon des journalistes est “ la création de richesse par le pays dans une période déterminée” - la société est confuse. Il y a une incorrection dans le propre concept utilisé dans les médias qui associent le PIB avec la richesse. La richesse est un stock. Des réserves de ressources naturelles non exploitées, le stock de machines et d'équipements, la population et la connaissance accumulée font partie de la richesse d'un pays mais ne sont pas comptés dans le PIB. Le PIB est à peine un flux. Ce sont les biens et services générés au cours d'une période de temps limitée.

Qu'est-ce qui ne va pas avec le PIB, comme indicateur de référence pour le bien être de nos sociétés, s'il reflète pour la majorité des personnes la santé de leurs économie ? Pourquoi le travail de Patrick Viveret ouvre-t-il un espace pour tant de questionnements, débats et réflexions sur des concepts considérés si solides par la majorité des forgers d'opinion partout dans le monde? Des indicateurs qui sont d'ailleurs également utilisés pour classer et comparer le développement des différents pays ?

En premier lieu, parce que énormément de critiques peuvent être faites au PIB, ou même à sa version en termes *per capita*, en tant qu'indicateur de bien-être social et pas seulement d'indicateur de croissance économique. Ceci pour ceux qui

veulent regarder au-delà des chiffres, demander comment a été générée la croissance et qui en a bénéficié

Regardons : des catastrophes qui concernent des centaines de millions d'unités monétaires avec des dégâts humains, sociaux, culturels et environnementaux qui ne sont pas comptabilisés comme pertes mais comme croissance du PIB. Les guerres sont également bénites. Plus d'armements, d'avions, de navires etc. sont produits, faisant augmenter le revenu. On embauche plus de travailleurs (salaires), les bénéfices de l'industrie de l'armement augmentent, des revenus sont générés grâce à la reconstruction et aux activités économiques qui s'expriment en termes monétaires. Et la névrose urbaine ? Le PIB la fait également augmenter. Comment ? L'industrie qui génère de nombreux biens croît : alarmes, grillages et murs entourant les habitations, consultations de psychiatres, production de livres d'auto-défense, pour ne citer que quelques exemples d'une longue liste. Et les activités de l'économie souterraine : casinos, bingos, trafic de drogues, économie informelle ? Génèrent-elles des salaires et des bénéfices ? Si c'est le cas, elles font alors également augmenter le PIB. Et les crimes contre l'environnement ? Ils ont également un impact positif sur le PIB, car le travail de combat des dégâts causés par les dommages à l'environnement génèrent de l'emploi et du revenu. Par contre, les activités bénévoles, le travail des femmes au foyer ne génèrent pas de revenu, ne font pas augmenter le PIB. Nous pourrions même l'interpréter de telle sorte que les personnes qui sont en dehors du marché du travail font baisser le PIB.

D'un autre côté, il est important de rappeler que le PIB étant une valeur monétaire ajoutée, aucune information ne nous renseigne sur la façon dont le revenu est distribué entre les différentes couches de la population. Aucune indication concernant le bien-être de la population. Par exemple : combien ont accès à l'eau potable, au raccordement à l'électricité, au tout à l'égout, à une alimentation suffisante et de qualité, à l'éducation, aux services de santé, etc. Dans quelles conditions environnementales sont produites les marchandises ? Le PIB ne nous

dit rien à ces sujets. Pire, comme le souligne Patrick Viveret : « les formes actuelles de comptabilisation de la richesse ont ainsi pour effet d'accorder une sorte de prime à la destruction et à la réparation lourde au détriment de la prévention et de réparations moins coûteuses (...) Les « casseurs » , ou les bénéficiaires de la casse, qui vont voir gonfler leur chiffre d'affaires, ne sont guère intéressés par la limitation de la destruction (...)».

Indicateurs Alternatifs

L'objectif de l'élaboration de l'**Indice de Développement Humain (IDH)**, idéalisé par Mahbub ul Haq, en collaboration avec l'économiste Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998, et utilisé dans les rapports de développement humain, publiés annuellement par les Nations Unies, a été de tenter d'offrir aux analystes un contrepoint pour le produit intérieur brut *per capita*. L'utilisation du PIB pour estimer le bien-être social causait l'insatisfaction du fait de partir de la seule dimension économique sans prendre en compte les caractéristiques sociales, politiques, culturelles et environnementales qui influencent sûrement la qualité de vie des personnes. L'IDH étant une mesure plus générale car elle prend en compte le PIB *per capita* , corrigé par le pouvoir d'achat de la monnaie de chaque pays, ainsi que deux autres composées : la longévité – calculée à partir de l'espérance de vie à la naissance, et l'éducation- évaluée par l'indice d'analphabétisme et par le taux d'immatriculations à tous les niveaux de l'éducation, l'IDH est néanmoins insuffisant pour évaluer la complexité du développement humain et est critiqué dans les milieux académiques et politiques.

Marcio Pochmann, brésilien, économiste et professeur de l'Université de Campinas (UNICAMP), actuellement président de l'Institut de Recherche Économique (IPEA), a créé avec des collègues de la même université, l'**indice d'exclusion sociale**, étant convaincu qu'un indice adéquat devrait prendre en compte la capacité d'un pays à mettre en place des réformes basiques (agraire, taxes, etc..) et rendre universel l'accès à l'éducation et à la santé.

Ces exemples ne sont pas des innovations, ce sont à peine quelques avancées vers ce que propose Patrick Viveret. Mais elles reflètent avec clarté l'insatisfaction généralisée vis-à-vis des indicateurs qui sont utilisés communément afin d'évaluer le développement des différents pays.

L'utilisation contreproductive de la monnaie

Nous sommes convaincus qu'il est temps de changer les indicateurs de développement des différents pays, de « changer de thermomètres » et d'ajouter à cette question une autre qui même s'il n'y paraît, est pourtant liée à cette dernière : la question de la monnaie. Les indicateurs sont exprimés en unités monétaires.

La monnaie a plusieurs fonctions et a des propriétés que les autres marchandises n'ont pas. Il n'est pas correct de dire que la monnaie est un bien comme n'importe quel autre seulement parce qu'elle est vendue et achetée sur les marchés, étant sujette à la loi de l'offre et de la demande, ce qui lui confère un prix coté en monnaies étrangères – le taux de change. La fonction basique de la monnaie est d'être *l'unité de compte* rendant possible le fait que toutes les marchandises puissent être représentées par une seule unité comptable. Ainsi, la monnaie, comme unité comptable unique, permet de représenter les prix des marchandises en quantité d'argent et les additionne afin d'obtenir une valeur ajoutée monétaire, par exemple, le PIB, qui additionne une infinité de biens, de services et de produits au cours d'une période déterminée. Dans sa fonction *d'unité de compte*, la monnaie rend possible l'existence de contrats monétaires, ce qui réduit l'incertitude dans la mesure où elle appréhende des résultats de décisions présentes mais qui ne seront réalisées que dans le futur. C'est la monnaie en tant que moyen de paiement qui permet l'existence de paiements différés dans le temps, soit ; les contrats monétaires signés entre les parties contiennent des obligations qui doivent devenir caduques à un certain moment dans le temps. Exerçant sa fonction de *moyen de paiement*, la monnaie permet l'extinction de ces conflits.

Pour beaucoup d'analystes, cette fonction est ce qui différencie de façon claire la monnaie de n'importe quelle autre marchandise car seule la monnaie peut servir pour solder des opérations de débit et de crédit différées dans le temps. La troisième fonction de la monnaie est d'être un *moyen d'échange*. Dans les économies monétaires modernes, les marchandises ne sont pas échangées avec d'autres marchandises. Les échanges – achat et vente de marchandises - se passent par l'intermédiaire de la monnaie dans sa fonction de *moyen d'échange*. Et, finalement, la dernière fonction de la monnaie est d'être une *réserve de valeur*. C'est cette fonction de *réserve de valeur* qui justifie que les agents économiques souhaitent la garder sous sa forme « liquide », car ils croient que la valeur qu'elle contient pourra être convertie en d'autres actifs, à un moment donné dans le temps.

Maintenant, afin de garantir que la monnaie ne garde sa valeur dans le temps et puisse être thésaurisée, on a introduit dans le système un mécanisme qui lui garantit de garder sa valeur actuelle (une espèce de prime d'assurance) mais qui lui assure également une valeur supérieure par le fait de ne pas être utilisée dans le présent : le taux d'intérêt. Concernant les taux d'intérêts, Patrick Viveret ajoute: “ C'est le dénommé taux d'intérêts qui ne se contente pas de rétribuer un service rendu (le prêt), mais qui fait en sorte selon l'expression consacrée, que « l'argent travaille tout seul ».

Pour l'auteur, le fait que la monnaie ait de multiples fonctions favorise certains segments de la société qui savent travailler avec cet instrument monétaire. Il suggère que les fonctions sont, en partie, contradictoires, comme par exemple la fonction *réserve de valeur* qui s'oppose à la fonction *moyen d'échange*. En effet : le fait d'être *réserve de valeur* stimule la conservation de la monnaie et s'oppose à la fonction *moyen d'échange*, fonction qui requiert une circulation rapide. Mais la circulation rapide crée une instabilité qui est incompatible avec la fonction *unité de compte* (ou étalon). “Cette incohérence construit une opacité qui transforme la monnaie en un instrument de domination”, au bénéfice de ceux qui savent la manipuler et au détriment de la majorité des citoyens qui ne comprennent pas ses

mécanismes ou qui n'ont même pas accès au système bancaire. La monnaie peut être vue comme instrument de domination, particulièrement dans des sociétés rurales dans lesquelles sa circulation est limitée. Il est courant, par exemple, que les travailleurs ruraux soient payés soit « en nature » ou soit avec des marchandises. Bien qu'ils aient droit à un salaire, les travailleurs se voient contraints à contracter des dettes dans le magasin du propriétaire de l'établissement rural où ils exercent leur activité. Cette façon de procéder finit par les obliger à travailler dans la propriété plus de temps que nécessaire afin de solder les dettes, dans un régime semi-servile. Les travailleurs pauvres n'ayant pas accès à la monnaie finissent par être soumis par l'instrument de la dette.

La monnaie permet d'amplifier les distorsions de revenu dans la mesure où elle donne accès aux mieux lotis au système de crédit. Ils peuvent faire usage du crédit pour acheter des biens durables, en particulier de l'immobilier, des actions ou d'autres titres.

LE CDES a analysé cette question avec attention à deux occasions : lors des deux *séminaires internationaux sur les nouveaux indicateurs de richesse*, qui ont eu lieu en 2006, et, plus récemment, suite à la crise économique et financière, ou comme l'appellent certains spécialistes 'la crise de crédit', qui s'est abattue initialement sur l'économie nord-américaine en septembre 2008 et qui s'est propagée dans toute l'économie mondiale. Dans les économies monétaires modernes, particulièrement durant les trois dernières décennies, avec les innovations financières, les produits dérivés, etc., le concept de richesse financière s'est amplifié. La richesse financière est difficile à mesurer, extrêmement volatile dans la mesure où elle peut être factice, provenant de fausses attentes qui apparaissent en bourse et qui sont le résultat de découplages de l'économie financière de l'économie réelle. Elles sont sujettes à des vagues, se transforment en bulles qui une fois éclatées génèrent des crises et des dommages dans des proportions incommensurables – elles affectent l'emploi, le revenu, le bien-être des peuples. La question qui se pose est comment mesurer cette richesse factice, ces valeurs qui enflent et désenflent en

très peu de temps mais qui affectent les conditions socioéconomiques, les conditions de bien-être économique, de façon dévastatrice comme ce qui s'est passé lors de la récente crise avec des effets durables?

La monnaie distancie et amplifie les différences sociales entre les personnes et est également un instrument de clivage et de domination entre les nations. Celles qui ont le pouvoir d'émettre une monnaie forte, convertible et acceptée dans les changes internationaux, seront également les nations les plus fortes politiquement.

Il est important de souligner le pouvoir du rôle de la monnaie, quant à la création du pouvoir d'achat généralement accepté, qu'il confère aux agents qui peuvent créer une monnaie. Ces agents sont, particulièrement, les gouvernements par le biais de leurs autorités monétaires et les banques commerciales. Le cas du gouvernement est exemplaire, notamment les autorités monétaires représentées par les banques centrales. La politique monétaire fait que la banque centrale devient l'autorité la plus importante d'un pays. En un clin d'œil le président de la banque centrale peut augmenter les taux d'intérêts et ainsi réduire le rendement des bourses de valeurs immobilières. Bien que l'autorité du président de la banque centrale ne soit pas discutable, son mandat ne lui a pas été conféré par le biais du vote. Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'un des politiques les plus influents de la dernière décennie du siècle passé a été Alan Greenspan, le président de la Federal Reserve Bank (FED) des États-Unis.

Dans le fond la grande critique que Patrick Viveret et d'autres analystes font concerne le fétichisme de la marchandise et avec elle de la monnaie – toutes deux étant fondamentales dans le système de marché. Les valeurs établies dans une économie capitaliste, basée sur le jeu libre des forces du marché, sont des valeurs basées sur l'individualisme, la compétition et l'accumulation de richesses. Sans ces valeurs ces économies ne fonctionnent pas d'une manière satisfaisante. L'allocation de ressources et la production de biens se basent sur la dynamique de ces valeurs. Les relations sociales sont mesurées par le marché et non le

contraire. Patrick Viveret indique que « loin d'être du côté d'un marché régulé et pacifié, la monnaie devient un vecteur du désir de toute puissance et structure des rapports sociaux où l'absence de monnaie à un pôle génère la misère physique (et parfois psychique) tandis que l'excès de monnaie à l'autre génère (souvent) la misère morale ».

Actions du Conseil de Développement Économique et Social (CDES) dans l'objectif de construire de nouveaux indicateurs de développement

Il est admis au CDES que les inégalités présentes dans la société brésilienne sont constituées par les grands problèmes complexes auxquels est confronté le pays. Partant de ce diagnostic, les conseillers et conseillères, avec le soutien technique de l'Institut de Recherche Économique, de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique, ainsi que du Département Intersyndical de la Statistique et des Études Socioéconomiques, ont créé l'Observatoire de l'Équité, ayant pour objectif de générer de la capacité et des instruments afin d'accompagner et de contrôler le Brésil dans son rapprochement ou son éloignement du but de devenir une société plus équitable comme défendu par le conseil.

Impliquant, au-delà des partenaires cités, un réseau étendu d'institutions gouvernementales et non gouvernementales, l'observatoire de l'équité cherche à se consolider en tant que centre de production de savoir, d'accords en termes d'indicateurs et de mise à disposition d'informations sur les projets, les politiques et les ressources afin de matérialiser les objectifs du développement en toute équité.

Dans ce contexte se posent les questions de comment contrôler le développement, appréhendant ses différents et nécessaires aspects. Comment mesurer la richesse d'un peuple, d'une société, d'une nation ? Seront-ce les indicateurs traditionnels, comme le PIB, capables de capter le mouvement de la production et de la distribution des richesses d'un pays et de son conséquent impact sur la qualité de vie de la population ?

Parallèlement aux observations produites sur des situations concrètes d'inégalités au Brésil, la stratégie de l'Observatoire de l'Équité, dans son effort conceptuel et

méthodologique, est de connaître et de participer au débat ainsi qu'à la construction du savoir qui aidera à répondre à de telles questions.

Les deux séminaires "Nouveaux indicateurs de Richesse" qui se sont tenus en 2006, ont réuni des spécialistes nationaux et internationaux, conseillers et conseillères ainsi que le réseau de l'observatoire pour des discussions et des échanges d'expériences sur les conceptions transformatrices de richesses et des nouveaux indicateurs qui les traduisent. Étaient également présents l'auteur du rapport « Reconsidérer la Richesse », Patrick Viveret, ainsi que Jean Gadrey, économiste français, tous deux qui cherchent de nouveaux indicateurs et qui participent actuellement au comité Stiglitz.

La tenue des séminaires, la mise à disposition des informations présentées et du débat de haut niveau qui a eu lieu, en sus d'accréditer les réflexions du CDES, cherche à contribuer à l'augmentation de la capacité de la société à contrôler, évaluer et proposer des actions pour le développement du Brésil, ayant pour focus la diminution des inégalités.

Cela fait quatre ans que l'observatoire de l'équité édite des travaux de recherche sur des thèmes d'intérêt du CDES, accompagnement de la situation éducative du pays et évaluation du système national de collecte des taxes par le biais d'indicateurs d'équité.

Nous considérons ce travail d'une importance fondamentale afin de combler les lacunes laissées par un système d'indicateurs de développement inadéquat, utilisé à ce jour au Brésil et dans le reste du monde.

La nécessité de réinvention d'un nouveau système qui prend en compte la nature ainsi que l'être humain.

Il faut que le système de production se réinvente et que l'assignation de biens se base sur d'autres principes, ou qu'il se crée un système de valeurs capable de rediriger les valeurs mercantiles et amORALES des sociétés capitalistes de marché et qui prennent en compte les vraies valeurs humaines – des facteurs comme le développement durable, nouveaux indicateurs de richesse sociale qui peuvent être

traduits seulement dans la sphère politique et non technique. Ce qui veut dire que le CDES partage la vision de Patrick Viveret lorsqu'il souligne la nécessité reposer "l'économie et la monnaie dans une perspective plus large, en conjonction avec les deux aspects oubliés de la modernité – la nature et l'être humain – au milieu de la perspective de l'écologie humaine". Pour cela, une amélioration de la qualité démocratique est nécessaire, car, dans sa compréhension et paraphrasant Pierre Rosanvallon, "une démocratie qui doit être réinventée, qui puisse mettre en pratique cette approche de l'évaluation démocratique, en l'alimentant à partir de la perspective de l'écologie humaine et des instruments de la citoyenneté active. "

Cependant, le projet que Patrick Viveret nous appelle à construire se pose en termes d'émergence d'un nouveau paradigme qui observe l'évolution démocratique des activités humaines «dont la comptabilisation monétaire est à peine un sous-ensemble ». Cette évaluation a pour cœur le développement humain durable. Son travail se lance, ensuite, à la recherche d'un nouveau projet, d'acteurs, d'alliances et de stratégies afin d'accomplir la tâche qui lui a été confiée par le Secrétaire d'État à L'Économie Solidaire, Guy Hascoët, en 1998, aujourd'hui en phase de nouvelles discussions, sur la base du rapport du comité Stiglitz – document qui guide le débat sur le thème au sein de l'AICESIS et commandé récemment par Nicolas Sarkozy.